L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT, ET DU GOUVERNEMENT GENERAL.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.

No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 18 OCTOBRE 1841.

POUR GOUVERNEUR:

HENRY JOHNSON.

AFFAIRE McLEOD.

Le procès est enfin commencé. Le premier jour l'affaire n'a pas présenté un grand intérêt parce qu'on a dû remplir d'abord les formalités minutieuses prescrites par la loi. Mais à mesure que la procédure marchera elle est augmente considérablement.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans les témoignages entendus pendant la seconde journée, c'est qu'on avait vu tuer Durfee par un individu de la stature de McLeod; mais on ne peut ni dire si c'est lui ou non. Le capitaine Appleby dépose qu'en sortant de la cabane, la nuit de l'attaque, il vit que quelqu'un avait cherché à le frapper de son épée; il crut que cet homme était McLeod, mais il n'en est pas sur.

Charles Paike déclare avoir vu McLeod et le capitaine Drew s'embarquer pour l'expédition contre la Caroline. D'autres disent avoir vu McLeod à Chippewa pendant la nuit où fut incendié le bateau Caroline.

Marie prétend avoir vu son entendu McLeod se vantant d'avoir vu Durfee tomber en montrant son épée teinte de sang, mais le sang d'un daim l'avait.

Tel était l'état des choses à la clôture de la séance. On a cru pour encore entendu tous les témoins à charge et pas un seul à décharge.

Cinq vaisseaux et l'aptitude avec 200 soldats, la plus grande partie Mexicains, sont arrivés en vue à bord du brick L. Copeland et du steamer La Adams de Tampa Bay, sous le commandement du capitaine Sewell, du lieutenant Brion et du docteur Walker, du 2me régiment, d'infanterie. Les Indiens jamment descendu sont pour l'Arkansas, leur destination, à bord du steamer Little Rock. Le colonel Worth a les plus grandes espérances de terminer sa campagne avant peu. Tiger l'ait et le prophète sont les chefs qui restent, et ont offert comme dernièrement qu'ils se soumettraient bientôt.

M Adelard Blondeau a été élu samedi dernier alderman de la première municipale premier district, en remplacement de M John Davis démissionnaire.

Le général W Barrow vient de partir avec sa famille pour aller prendre possession de sa place de Chargé d'affaires de Portugal.

ETAT SANITAIRE DE LA VILLE.

Pendant les vingt-quatre heures qui ont expiré samedi à midi, il y a eu vingt inhumations dont voici le relevé jointe, suivant le détail ci après:

Potter's Field	La dont 14 fièvre jaune,	
Catholique	0	do
St Patrick,	2	do
Protestant,	1	do
	20	do

SALUBRITE DE LA VILLE.

Il y eu pendant la semaine dernière cent un quarts de cinq cinquante dont quatre-vingt treize ont été victimes de la fièvre jaune. La semaine précédente le chiffre total était cent quatre-vingt huit dont cent quinze de fièvre jaune.

RAPPORT DE L'HOPITAL DE CHARITE.

Des 24 heures expirant samedi soir à 6 heures.

Admissions	10 sur lesquelles	5 de fièvre jaune
Guérisons,	9	do 7
Décès,	5	do 3
Malades,	327.	

RAPPORT DE L'HOPITAL DE CHARITE.

Des 24 heures expirant hier à 6 heures.

Admissions	13 sur lesquelles	8 de fièvre jaune
Sorties	9	do 7
Décès	7	do 5
Patients à l'hopital 322.		

Etat général des rapports de l'Hôpital de Charité pendant le courant de la semaine dernière expirant samedi soir à 6 heures.

Admissions.	Guérisons	Décès
Fièvre jaune,	68	37
Do intermittente,	14	9
Maladies diverses	31	23
Total	113	69

Quelques journaux ont annoncé que le candidat vaincu à la législature de Virginie avait été élu dans la comté d'Albemarle. C'est une erreur. Mr. Randolph Rives, frère de l'honorable W. C. Rives, l'a emporté de 17 voix malgré les efforts de M. Gilmer, sur le candidat locofoco.

Il est arrivé un déplorable accident à bord de la frégate à vapeur des Etats-Unis Fulton.

Le cinq courant, on était à bord de la frégate à vapeur Fulton, qui était en rade, placé à 5 cents pieds dans la baie extérieure, lorsqu'il d'un canon de 64. Durant le courant des opérations la pièce a éclaté. Deux hommes ont été tués et six autres grièvement blessés.

Nous voyons dans le New York Sun qu'un allemand nommé Gotlieb Keen domicilié à Delaware, Ohio, a tué son fils d'un coup de fusil tiré dans la poitrine à bout portant. Ayant ensuite rechargé son arme il a voulu tuer beaucoup de sang froid.

INTERIEUR.

ELECTIONS.

Georgie. Il paraît que McDonald le candidat vainqueur, sera élu par environ 3000 voix de majorité. Le résultat ne sera connu officiellement que dans le courant de la Législature.

Maryland.—Les retours sont encore incomplets, mais tout porte à croire que Frank Thomas, le candidat vaincu, aura été élu. Peut-être même la législature sera-t-elle entièrement ou presque toute. Les démocrates whigs semblent être partout profondément découragés.

Parlant de l'élection du Maryland, le *Charleston Courier* dit qu'on ne peut s'empêcher d'après la rumeur publique que les Etats de New York et de la Pennsylvanie donneront un résultat analogue et que, en cas semblable, M. Van Buren serait certainement le prochain candidat du parti à la présidence.

Il y eu le 5 octobre un déplorable accident sur le chemin de fer de Boston à Hudson. Le cheval du tender et celui de retour se sont rencontrés, allant de part et d'autre avec une rapidité de 20 à 30 milles à l'heure, et le choc a été terrible. Bryant. Les premiers chars des deux trains ont été littéralement brisés et mis en pièces, tandis de passagers, d'autres disent vingt-cinq, ont été horriblement mutilés.

On raconte diversement les circonstances qui ont causé cette rencontre; mais ce qui paraît certain c'est qu'il y a eu la plus déplorable imprévoyance de part et d'autre. Si l'on avait seulement placé les chars du bagage immédiatement derrière les machines on n'aurait pas maintenant à déplorer la mort d'un grand nombre de personnes.

EXTERIEUR.

NOUVELLES D'EUROPE.

ARRIVEE DU STEAMSHIP ACADIA.

Samedi 16 du courant, dans l'après midi nous avons reçu les nouvelles d'Europe venues par le steamship Acadia parti de Liverp ol le 19 septembre et arrivé à Boston le 5 octobre. Ce navire malgré le mauvais temps qu'il a éprouvé en mer a mis que 15 jours et demie pour venir d'Angleterre à Boston après avoir touché à Halifax.

ANGLETERRE.

PARLEMENT. A la suite de l'ajournement motivé par l'organisation du nouveau ministère, le Parlement s'est réuni le 9 septembre, a siégé deux jours, puis la Chambre des Lords s'est ajournée au 20 du même mois, tandis que celle des Communes a repris ses séances dès le 16. Le discours de la Sre Robert Peel a fait un discours très bref dans lequel il a sommairement exposé qu'elles seraient les questions importantes qui seront durant la session actuelle. Il adopte entièrement et sans aucun changement le budget dressé par le ministère précédent; il croit qu'il sera nécessaire de prendre des mesures pour continuer l'action des lois qui vont expirer, et demande formellement le maintient de loi actuelle sur les pauvres jusqu'à l'année prochain. La chancelier de l'Echiquier annonce à la Chambre des vues et moyens le détail des mesures que adoptera pour les besoins du service public; ces besoins s'élèveront à la somme de £1,440,000 environ. Les réformes financières qu'il propose amener l'équilibre entre les revenus et dépenses, se pourront pas être présentées durant cette session, et le ministre est obligé de demander avant un délai avant de présenter les lois de grande importance que réclame le pays." Lord John Russell, qui se trouve dernier à la tête de l'opposition, répondu à sir Robert Peel. "Il regrette vivement de voir la nouvelle administration différer la présentation des grandes mesures réformes pour le pays. Il lui semble que, depuis le temps que les grandes questions actuellement pendantes s'agitent dans le pays, les ministres devraient avoir eu le temps de préparer quelques projets de loi en harmonie avec les vœux du pays.

La séance du 17 a été presque entièrement consacrée à une discussion entre lord John Russel et sir Robert Peel relativement à la marche à suivre dans les affaires intérieures. L'affaire McLeod surtout a occupé ses deux orateurs. " La question qui s'agite entre ce pays et l'Amérique, a dit lord J. Russell, a sous certains rapports un caractère que je verrais chargé avec peine. Quand mon noble ami, l'ex-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, présenta son opinion sur ce sujet au secrétaire d'Etat de l'Union, des communications eurent lieu qui prouvèrent clairement que le gouvernement anglais aussi bien que celui des Etats-Unis voulait l'accord la question comme une affaire de nation à nation et non pas comme un grief particulier. Cependant une cour de l'Etat de N.-York s'est trouvée d'un sentiment différent; et si on laisse ce dernier système aller jusqu'à ses dernières conséquences, il pourra devenir fatal aux relations pacifiques des deux pays. Il existait sur ce point une parfaite conformité d'opinion entre l'ex-secrétaire des affaires étrangères et M. Webster; et je suis certain que l'ex-gérant de l'Union qui désire autant que le gouvernement de la reine le maintien de la paix, fera tous ses efforts pour empêcher à l'avenir un pareil conflit de pouvoir. S'il n'existait pas, il n'y aurait aucune crainte à concevoir au sujet de la bonne intelligence entre les deux pays."

Sir Robert Peel, dans sa réponse à lord John Russel, a dit: "Quand à nos relations avec les Etats-Unis, leur situation actuelle excite en moi un sollicitude pour le moins égale à celle que manifeste le noble lord. L'intérêt de deux grandes nations unies par tant de liens, est évidemment le maintien de la paix, le bénéfice qu'elles trouveraient à faire la guerre on si douteux, que le vainqueur, dans deux nations j'en puis convaincu, s'il en est besoin, à maintenir entre elles la bonne harmonie. Je l'espère et je le désire.

Mais en même temps, je sens l'obligation de ne faire au maintien temporaire de la tranquillité, aucune concession qui pourrait affecter l'indépendance ou l'honneur de notre pays.

RECOLTE. Les nouvelles de la récolte sont plus favorables qu'on ne devait s'y attendre. Presque partout le grain est rentré dans les greniers et à l'abri de tout danger. Il n'y aura qu'un déficit d'un septième au plus d'un sixième sur la récolte moyenne. La situation générale des districts manufacturiers s'est un peu améliorée.

NOUVELLES DIVERSES.—M. James Curtis de l'Ohio a parcouru les principales villes de l'Angleterre et dans différentes assemblées il a hautement annoncé que l'Amérique avait le pouvoir et la volonté de fournir du grains à l'Angleterre. Les habitans de Manchester ont engagé à annoncer à ses compatriotes que les lois sur les céréales seront rejetées.

—Daniel Oconnor continue à parler dans les assemblées irlandaises, il s'élève avec la plus énergique violence contre le nouveau ministère. Il se vante de l'aide qu'il reçoit d'Amérique et prétend que d'importantes remises lui seront prochainement faites de New-York.

—Sir Charles Bagot a été nommé gouverneur du Canada en remplacement de Lord Sydenham, qui avait offert sa démission et qui vient de mourir.

(Extrait de, Correspondance)

LONDRES, 18 septembre 1841.

La nouvelle administration ne paraît guères agréable au pays, grâce aux adjonctions que l'on y a faites. On avait pensé d'abord qu'elle serait composée de l'hommes d'une opinion modérée; mais au contraire les principaux postes ont été confiés à des tories invétérés. Le duc de Buckingham et sir Edward Knatchbull sont entrés dans le cabinet; et ce choix annonce que la nouvelle administration est décidée à s'opposer à tous les changements réclamés dans la législation des cercles et à l'introduction des principes de la liberté de commerce. Parmi les autres membres de cabinet, on remarque lord Lyndhurst, lord chancelier; sir James Graham, secrétaire d'Etat pour l'intérieur; lord Stanley, secrétaire d'Etat pour les colonies, et le comte d'Aberdeen, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères. Quant à ce qui touche immédiatement aux affaires d'Amérique et aux difficultés soulevées par l'expitionnement et le procès de McLeod, on ne pouvait faire un meilleur choix que le comte d'Aberdeen, malheureusement ce digne ministre des affaires étrangères aura à lutter contre l'intraitable secrétaire des colonies, lord Stanley, qui a nous son immédiate dépendance les Canadas dont l'influence est plus grande dans le cabinet que celle du reste de l'année.

Le nouveau gouvernement de reste n'a pas encore clairement manifesté son opinion au sujet de l'affaire McLeod; on ne sait encore rien sur le rappel de M. Fox dont il avait été question, ni sur son remplacement par sir Charles Vaughan, on garde sur ce point la plus parfaite discrétion. Il est probable que les membres du nouveau cabinet, qui ne sont pas tout fait, lorsqu'ils étaient sur les bancs de l'opposition, jugeaient leurs prédécesseurs à des mesures hostiles, sont aujourd'hui fort disposés à donner à tout ces actes une interprétation pacifique. Ils songent à toute autre chose qu'à courir les chances d'une guerre avec les Etats-Unis.

Les séances du parlement ont été suspendues durant quelques jours, à la suite de la formation du ministère, afin de donner le temps aux électeurs de donner des remplacans aux membres de la chambre des Communes qui ont accepté un poste dans le nouveau cabinet. Une fois cette opération terminée, le Parlement s'est rouvert, et avant hier sir Robert Peel, avec la plus grande nonchalance de manières, est venu annoncer à la Chambre des Communes qu'ils n'entrait en affaire durant la présente session, sinon de voter les crédits nécessaires et la prolongation des lois dont l'action doit expirer avant la prochaine session, de pourvoir à l'échange et à la ventilation de la Chambre des Communes ainsi qu'à l'emploi tion de la salle et des cuisines dans le palais de Kensington. Voilà, selon le premier ministre, le *grandes objets* qui doivent occuper le Parlement dès au mois de Février. Ce discours de Sir Robert Peel a causé dans le public un grand mécontentement: car il a eu vérité l'air d'une insulte faite à tous les vœux de la nation et à sa détresse présente. Le lendemain lord John Russel, chef actuel de l'opposition, a vigoureusement attaqué le chef du cabinet, mais il n'a pu parvenir à le faire sortir de son apparente apathie, ni à lui arracher quelque déclaration sur les mesures qu'il compte proposer à la session de février. Pendant que le cabinet prend cette attitude de résistance passive, les districts manufacturiers se remuent. De nombreuses adresses à la Reine, couvertes de milliers de signatures, demandent qu'on prenne le plus promptement possible en considération les mesures à propos desquelles le discours de la couronne a eu quelque sorte pris des engagements. Malheureusement tous ces efforts populaires viendront sans doute échouer contre l'obstination du ministère. On assure qu'une convention hautement avouée par les ultra-tories et qu'aucune réforme notable n'aura lieu. Le ministère compte sur la majorité qu'il possède dans la Chambre des Communes, et il semble décidé à employer, s'il le faut, la force des armes pour maintenir la tranquillité dans les districts manufacturiers, qui sont sûre l'hiver prochain exposés à la plus effroyable détresse. Il se laissera pousser jusqu'aux dernières extrémités avant de faire la moindre concession.

Depuis les dernières nouvelles que vous avez reçues de l'Irlande, le tems a été favorable au dernier point et nous avons eu un automne superbe; aussi la récolte s'est elle singulièrement améliorée et l'on a pu déjà en rentrer la plus grande partie. On n'a donc plus aucune crainte sérieuse à concevoir de ce côté.

FRANCE.

Attentat contre le duc D'Aumale.—Nous trouvons dans le *Courrier* de samedi soir les extraits suivans des journaux français que nous nous empressons de reproduire.

JOURNAL DES DEBATS.—*Paris* 13 septembre.—Nous voulions raconter une fête; mais notre plume s'arrête. C'est un nouveau crime, inspiré par la rage des factions, qu'il nous faut raconter à nos lecteurs.

Aujourd'hui, à une heure, au moment où le duc d'Aumale descendait la rue du Faubourg Saint-Antoine à la tête de son régiment, une tentative d'assassinat a été commise sur sa personne. Un coup de pistolet tiré sur le prince a tué sous le cheval que montait, à côté de S. A. R., le lieutenant-colonel Levaillant.

Nous avons gémi sur les crimes politiques qui ont depuis cinq ans si souvent affligé notre patrie; nous avons maudit le régicide qui a tant de fois, dans un court espace, épouvanté la conscience et troublé la sécurité du pays. Mais tous ces crimes, leurs abominables auteurs prétendaient les expliquer, les justifier au nom de leurs ressentiments et de leurs passions. Ils prétextaient un but, une espérance, une vengeance à exercer, un règne à finir. Ces criminels avaient une cause, si détestable fut elle, et les rangs contre le gouvernement du roi, et en faveur d'un régime politique dont les doctrines républicaines et communiste se serait et la base.

L'auteurs n'étant barrier à surveiller ce crime, ce mouvement de trouble; a-t-il, avant hier, les projets si fortement tellement graves et violens, que deux arrestations aient été faites.

" Hier, les choses ont pris plus d'importance; vers huit heures du soir, un rassemble assez nombreux d'individus, vêtus pour la plupart de blouses, s'est formé aux environs de la place du Châtelet, en criant: *A bas Louis Philippe! vive la république! A bas Guizot!*

Ce rassemblement aussi fut dissipé immédiatement par une brigade de sergens de ville, mais non sans opposition. Des pierres furent lancées en grand nombre. Plusieurs sergens de ville aussi été atteints. Un officier de paix qui commandait la brigade a été grièvement blessé à la tête et au genou.

" De la place du Châtelet, le rassemblé-ment, dirigé par plusieurs chefs en blouse et en casquette, suivit la rue St-Denis en chantant la *Marseillaise* en criant: *Vive Louis Philippe! vive la république! du sang! il nous faut du sang!* Il prit ensuite les rues Mauconseil, du Ponceau, Saint-Martin, le boulevart Saint-Martin et la rue du Temple, en poussant les mêmes vociférations.

" Les perturbateurs sont entrés chez plusieurs marchands de nouveautés, où ils se sont emparés, par violence, de divers morceaux d'étoffe rouge qu'ils ont attachés, pour en faire des drapeaux, à des cannes prises également par eux dans les bagages de voyageurs et dans les boutiques de plusieurs marchands fruitiers.

" Dans les maisons et magasins où les perturbateurs se sont présentés, ils menaçaient violemment les habitans ou les propriétaires de tout briser chez eux s'ils ne leur livraient pas immédiatement les objets demandés.

" Le rassemblement se porta ensuite de nouveau dans la rue Saint-Denis. Revenus sur la place du Châtelet, les agitateurs serrés en masse parurent se concerter pour tenter une attaque contre le sergens de ville; mais ennuyé qu'ils les ont aperçus, ils ont pris la fuite en abandonnant leurs bâtons et leurs drapeaux rouges.

" Vers minuit tout était tranquille. Plusieurs arrestations ont été faites.

" Hier soir, à heures et demie, le sergent de ville Sranel, rentrant chez lui, a été accosté rue Saint-Honoré par un individu qui, sans aucune provocation, lui a asséné sur la tête un coup d'un instrument tranchant. Le sang a jailli aussitôt avec abondance; mais le sergent de ville a pu, aidé de deux passans, saisir son assaillant, qui avait tenté de fuir. Cet individu a été immédiatement conduit au poste et mis à la disposition du commissaire de police du quartier.

—Le 14, une forte heures du soir de nouveaux rassemblemens se sont formés sur la place du Châtelet et dans la rue Saint-Denis. Ils étaient dirigés par des hommes connus pour faire partie de diverses sociétés secrètes. La plupart étaient armés de bâtons de ceux qui criaient la veille : *A bas Louis-Philippe! Vive la république! A bas Guizot!*

" Un détachement de garde municipale à pied et un autre détachement à cheval, avec une brigade de sergens de ville, ont fait évacuer et occuper militairement le poste du Châtelet, auquel les perturbateurs jetaient des pierres. Ce mouvement s'est opéré avec beaucoup de promptitude et à la grande satisfaction des bâtans, qui ont aidé eux-mêmes à repousser les perturbateurs. Plusieurs arrestations ont eu lieu.

" Avant d'arriver sur la place du Châtelet, ces bandes avaient parcouru plusieurs rues et avaient pris de force des manches à balai et des bâtons chez des marchands fruitiers et dans des loges de concierges.

" A dix heures et demie, la tranquillité était parfaitement rétablie. "

Le Journal du *Commerce* ajoute les détails qui suivent :

" *Meurtre.*—Le Palais-Royal, les carrés Saint Dennis et Saint-Martin, la place de la Bastille, la place de Grève, ces grands centres de réunion dans les jours de désordres ou d'émeute, sont parfaitement calmes ce soir : malheureusement, il n'en a pas été de même sur la place du Châtelet et dans les rues et sur les quais et ponts voisins.

" Dès sept heures et demie, ce soir, une troisième de garnies de 12 à 18 ans, en blouses et en casquettes, sont allés démolir des échafaudages de maçon près de Saint-Méry et sur le quai de la Mégisserie, et armés des débris de planches, ils ont parcouru les quais, fait le tour de la colonne de la place du Châtelet et s'en sont retournés par le quai de la Mégisserie en chantant la *Marseillaise* et criant : *A bas Guizot, Chemans de Gand!* Par un agent de police ne les a arrêtés dans leurs marches et contre-marches.

" Cependant une foule immense de curieux stationnait au bas de la rue Saint-Denis, sur le Pont-au-Change, devant le café du Châtelet et aux angles de la rue Saint-Denis.

" A huit heures, des sergens de ville, des agens en bourgeois avec des bâtons à la main, des gardes municipaux à pied et à cheval ont chargé les groupes et dégagé la place; alors il y a eu refuge dans toutes les rues environnantes. A neuf heures, la foule était telle

VENTES DE SHERIF.

Sous O. D. Egan ex. rel. vs. Mari O. D. Egan,
COUR DE PAROISSE No. 13,979.—En vertu d'un writ d'exécution à moi par la Nouvelle Orléans, dans et pour la paroisse susdite, en date du 15 octobre 1841, à 10 heures P. M., à moi directement adressé par le Greffier de la Cour susdite, j'ai saisi et mis en vente publique, à la porte principale de la Cour de Paroisse, en la Nouvelle Orléans, le Samedi 23 octobre 1841, à 12 heures P. M., à la vente publique, au plus offrant et dernier enchérisseur, tous les droits, titres et intérêts appartenant à la succession de Mari O. D. Egan, consistant en une certaine propriété située en la Nouvelle Orléans, sur la rue de Bourbon, entre Conti et Bienville, consistant en un terrain de quarante pieds de front sur la rue de Bourbon, sur une profondeur de cent vingt pieds, avec les bâtimens et améliorations y étant construits, et bornés comme suit, savoir : Par le nord-est sur la rue de Bourbon, par le sud-est sur la propriété appartenant à la succession de Jean Baptiste Lafon, par le sud-ouest sur la propriété appartenant à la succession de Jean Baptiste Lafon, et par le nord-ouest sur la propriété appartenant à la succession de Jean Baptiste Lafon, les lots de terre ci-après désignés, savoir : Premièrement, un certain lot de terre situé